

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 modifiant divers arrêtés portant sur l'enseignement à la conduite et les examens relatifs à la connaissance et à l'aptitude qui sont nécessaires pour conduire des véhicules;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 modifié par l'arrêté ministériel du 17 avril 2020;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours en raison, notamment, de l'évolution de la situation en Belgique et de la nécessaire reprise progressive de l'activité liée à la formation à la conduite conformément à la décision du Conseil national de sécurité fixant les différentes phases de déconfinement;

Que les autres Régions prennent également des mesures de reprises partielles en la matière, notamment la reprise de l'enseignement et des formations en école de conduite et dans les centres de formations aux dates des 11 et 16 mai prochain;

Que différentes phases de reprise sont également envisagées par les autres Régions;

Qu'une reprise différée en Région wallonne créerait une inégalité entre les citoyens et le risque que les citoyens wallons se rendent dans les auto-écoles ou les centres de formation et d'examens d'une autre Région risquant, par-là de provoquer ou d'aggraver leur engorgement;

Qu'il est nécessaire économiquement de relancer le secteur lié à la formation à la conduite le plus rapidement possible, conformément aux mesures prises par le Conseil national de sécurité;

Qu'il est par conséquent indispensable de prendre des mesures sans délai;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 a nécessité des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite;

Considérant que le confinement a provoqué la fermeture de tous les centres organisant les examens de conduite;

Que les candidats se trouvent, dès lors, empêchés jusqu'à la décision de reprise des activités, de suivre la formation et de passer les examens dans le cadre de la formation à la conduite;

Que de nombreuses personnes, et notamment les candidats qui devaient passer et obtenir leur permis de conduire pendant la période du confinement sont confrontées à l'expiration de leurs documents : attestations de réussite des examens théoriques, certificats d'enseignement des heures suivies en école de conduite, réussites des épreuves sur terrain isolé à la circulation, certificats d'aptitudes du test sur les capacités techniques de conduite, attestations de réussite du test de perception des risques, attestations d'aptitude à la conduite pour les permis du groupe 1 délivrée par le médecin du centre chargé de l'évaluation de l'aptitude à la conduite et validité de divers certificats délais et examens liés à la matière du certificat d'aptitude à la conduite;

Considérant que le confinement a provoqué la fermeture des écoles de conduite et l'annulation des sessions d'examens en matière de brevets d'aptitude professionnelle;

Que les autorisations de stages des candidats et les validités des véhicules de cours des auto-écoles ne cessent pas d'expirer;

Considérant dès lors que dans ce contexte de crise sanitaire exceptionnelle, il est nécessaire d'accompagner la suspension de l'activité par une prolongation d'office de tous ces éléments arrivant à expiration, pour permettre une fois la crise terminée, un retour à la situation normale progressif, afin d'éviter les engorgements dans ces centres;

Que la sécurité juridique exige que les informations à cet effet soient fournies dès que possible aux citoyens;

Considérant le rapport du 22 avril 2020 du GEES (Groupe d'Experts en charge de l'Exit Strategy) qui contient une approche par phase pour le retrait progressif des mesures et qui se fonde principalement sur trois aspects essentiels, à savoir le port d'un masque, le testing et le traçage; que le rapport vise à assurer un équilibre entre le maintien de la santé, qu'elle soit physique ou mentale, la réalisation de missions pédagogiques dans le domaine de l'enseignement et la relance de l'économie;

Que le GEES est composé d'experts de domaines variés, notamment des médecins, des virologues et des économistes;

Considérant les décisions du Conseil national de sécurité du 24 avril 2020 qui en ont découlé;

Considérant que l'évolution du contexte de crise sanitaire exceptionnelle permet de mettre fin progressivement à la suspension des activités liées à la formation à la conduite;

Que le présent projet envisage la reprise des activités en deux phases distinctes;

Qu'il convient de se soucier du lieu et de l'espace, plus au moins confiné, de l'exercice des prestations dans la réflexion de ces phases;

Que, dans le strict respect des conditions sanitaires et des règles de distanciation sociale, une reprise partielle, limitée et mesurée de l'activité en matière de formation à la conduite peut être envisagée dans une première phase prévue le 11 mai 2020, permettant le respect des règles de distanciation sociale et l'assurance de mesures sanitaires appropriées, à la condition qu'un plan concerté de gestion des risques reprenant les modalités de fonctionnement de reprise des formations et tests et examens soit proposé et validé;

Qu'un guide de recommandations a été élaboré en concertation avec tous les acteurs du secteur a été finalisé ce 7 mai 2020;

Que la seconde phase représentant la reprise des activités liées une proximité plus importante entre les personnes, sera actionnée par arrêté ministériel suivant l'évolution de la crise sanitaire liée au COVID-19;

Considérant que le port d'un masque ou toute autre alternative en tissu joue un rôle important dans la stratégie de reprise; que le port du masque est, dès lors, recommandé à la population pour toute situation où les règles de distanciation sociale ne peuvent être respectées afin d'éviter la poursuite de la propagation du virus;

Que ces mesures de prévention appropriées sont des prescriptions de sécurité et de santé de nature matérielle, technique et/ou organisationnelle telles que définies dans le guide générique en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 au travail, mis à disposition sur le site web du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, complété par des directives au niveau sectoriel et/ou de l'entreprise, et/ou d'autres mesures appropriées qui offrent un niveau de protection au moins équivalent;

Considérant que les mesures collectives ont toujours la priorité sur les mesures individuelles. Que ces mesures de prévention appropriées sont élaborées au niveau de l'entreprise et adoptées dans le respect des règles de concertation sociale au sein de l'entreprise, ou à défaut, en concertation avec les travailleurs concernés et en concertation avec les services de prévention et de protection au travail;

Sur proposition de la Ministre de la Sécurité routière;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Sont organisés à partir du 11 mai 2020, les épreuves et examens suivants :

1° les examens théoriques, y compris les examens théoriques de réintégration;

2° les tests de perception des risques;

3° les épreuves pratiques pour les catégories AM, A1, A2, A, D1, D1+E, D et D+E;

4° les épreuves sur terrain isolé de la circulation pour les catégories B+E, C1, C1+E, C, C+E et G;

5° les examens pratiques de réintégration suite à une déchéance du droit de conduire d'une personne disposant préalablement d'un permis de conduire;

6° les tests d'aptitude à la conduite effectués par le centre visé à l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

§ 2. Sont suspendus jusqu'à une date à déterminer par le ministre selon l'évolution de la situation en raison de la crise liée au COVID-19, les épreuves et examens suivants :

1° les examens pratiques pour la catégorie B;

2° les examens pratiques de réintégration suite à une déchéance du droit de conduire d'une personne ne disposant pas préalablement d'un permis de conduire;

3° les tests sur les capacités techniques de conduite;

4° les épreuves sur la voie publique pour les catégories B+E, C1, C1+E, C, C+E et G.

§ 3. Les modalités et conditions de reprise des examens du permis de conduire sont exécutées par les centres d'examen agréés selon les directives du ministre ou de son délégué.

Art. 2. § 1^{er}. Sont organisés à partir du 11 mai 2020 :

1° l'enseignement théorique et pratique dispensé par les écoles de conduite agréées;

2° la formation de qualification initiale et continue dispensée par les écoles de conduite et les centres de formation agréés;

3° la formation visée à l'article 14, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

§ 2. Les modalités et conditions de la reprise de l'activité de la formation à la conduite sont exécutées par les écoles de conduite et les centres de formations agréés selon les directives du ministre ou de son délégué.

Art. 3. Sont automatiquement prolongés jusqu'au 30 septembre 2020 inclus, les validités de documents et délais suivants qui expirent entre le 16 mars 2020 et le 29 septembre 2020, tous deux inclus :

1° la validité de l'attestation de réussite de l'examen théorique visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B;

2° le délai de trois ans durant lequel les heures de cours suivies dans une école de conduite sont prises en considération conformément à l'article 16, alinéa 3, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

3° le délai d'un an durant lequel la réussite de l'épreuve sur un terrain isolé de la circulation reste valable conformément à l'article 39, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

4° la validité de l'attestation de réussite du test de perception des risques visée à l'article 25, § 7, alinéa 6, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

5° la validité du certificat d'aptitude du test sur les capacités techniques de conduite, visé à l'article 25, § 6, alinéa 6, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

6° la validité limitée reprise dans l'attestation d'aptitude à la conduite arrêtée par un médecin du centre visé à l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

7° la validité du certificat de capacité professionnelle visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D et D+E;

8° le délai de trois ans durant lequel la réussite de chacune des parties de l'examen théorique de qualification initiale et de l'examen théorique combiné reste valable conformément à l'article 29, alinéa 4, et à l'article 36, alinéa 6, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D et D+E;

9° le délai de trois ans durant lequel la réussite de chacune des parties de l'examen pratique de qualification initiale et l'examen pratique combiné reste valable conformément à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, et à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D et D+E;

10° la validité de l'examen théorique de qualification initiale visée aux articles 32 et 39 de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D et D+E;

11° la validité des certificats de formation visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives.

Art. 4. Par dérogation à l'article 8, § 5, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D et D+E, les points de crédit attribués pour des formations suivies depuis plus de cinq ans à la suite de la prolongation sont éligibles pour la scolarité obligatoire et comme preuve de 35 points de crédit.

Art. 5. Par dérogation à l'article 32, § 3, alinéa 3, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 sur le permis de conduire et à l'article 27, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D et D+E, l'examen théorique avec assistance d'un interprète peut avoir lieu plus de deux mois après l'inscription et ce, jusqu'au 31 décembre 2020 inclus.

Art. 6. Par dérogation à l'article 18, §§ 1^{er}, 1^o, et 2, 1^o, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, les véhicules des catégories AM, A1, A2 et A qui atteignent l'âge de 7 ans et les véhicules de la catégorie B qui atteignent l'âge de 5 ans entre le 16 mars 2020 et le 30 septembre 2020, tous deux inclus, disposent d'un délai de validité supplémentaire de 6 mois.

Art. 7. L'autorisation de stage visée à l'article 33, § 2, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur qui expire entre le 16 mars 2020 et le 30 septembre 2020, tous deux inclus, est prolongé automatiquement jusqu'au 31 décembre 2020 inclus.

Art. 8. L'arrêté du 17 mars 2020 portant des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 11 mai 2020.

Art. 10. La Ministre de la Sécurité routière est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 mai 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41313]

8 MEI 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de rijopleiding en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 tot wijziging van diverse besluiten met betrekking tot het rijonderricht en de examens betreffende de kennis en de vaardigheid die nodig zijn voor het besturen van voertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 april 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die het niet mogelijk maakt het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State af te wachten binnen een tot vijf dagen beperkte termijn, met name vanwege de ontwikkeling van de situatie in België en de nodige geleidelijke hervatting van de activiteit i.v.m. de rijopleiding overeenkomstig de beslissing van de Nationale Veiligheidsraad tot vaststelling van de verschillende fasen van de afbouw van de lockdown;

Dat de andere Gewesten ook maatregelen voor een gedeeltelijke hervatting nemen, met name de hervatting van het onderwijs en de opleidingen in de rijscholen en opleidingscentra op 11 en 16 mei aanstaande;

Dat verschillende hervattingsfasen ook door de andere Gewesten worden overwogen;

Dat een uitgestelde hervatting in het Waalse Gewest zou leiden tot een ongelijkheid tussen de burgers en het risico dat Waalse burgers zich naar rijscholen of opleidings- en examencentra in een ander Gewest zouden begeven, wat hun verzadiging zou veroorzaken of verergeren;

Dat er een economische noodzaak is om de sector van de rijopleiding zo snel mogelijk nieuw leven in te blazen, in overeenstemming met de maatregelen die de Nationale Veiligheidsraad heeft genomen;

Dat het bijgevolg onontbeerlijk is om zo spoedig mogelijk maatregelen te nemen;

Overwegende dat de uitzonderlijke sanitaire crisis gebonden aan COVID-19 noodmaatregelen inzake rijopleiding heeft vereist;

Overwegende dat de lockdown heeft geleid tot de sluiting van alle centra die rijexamens organiseren;

Overwegende dat de kandidaten bijgevolg verhinderd zijn de opleiding te volgen en de rijopleidingsexamens af te leggen totdat er een beslissing is genomen om de activiteiten te hervatten;

Dat veel mensen, met name kandidaten die tijdens de lockdownperiode hun rijbewijs moesten halen, geconfronteerd worden met het verstrijken van hun documenten: getuigschriften voor het afleggen van theorie-examens, getuigschriften voor lesuren in rij scholen, slaagattesten voor de proeven buiten het verkeer, getuigschriften voor de test over de technische rijvaardigheden, slaagattesten voor de risicoperceptietest, getuigschriften voor rijgeschiktheid voor groep 1-rijbewijzen afgegeven door de arts van het centrum belast met de beoordeling van de geschiktheid voor het besturen van een voertuig en de geldigheid van verschillende termijnen en examens met betrekking tot het onderwerp van het getuigschrift van rijvaardigheid;

Overwegende dat de lockdown heeft geleid tot de sluiting van de rij scholen en de annulering van de examens met betrekking tot getuigschriften van vakbekwaamheid;

Dat de vergunningen van stages van de kandidaten en de geldigheid van de voertuigen van de rij scholen niet ophouden te vervallen;

Overwegende dat het, in deze context van uitzonderlijke gezondheids crisis, dan ook noodzakelijk is de opschorting van de activiteit te begeleiden met een automatische verlenging van al deze elementen die op het punt van verstrijken van de termijn zijn aanbelaand, om na de crisis een geleidelijke terugkeer naar de normale situatie mogelijk te maken, teneinde verzadigingen in deze centra te voorkomen;

Dat de rechtszekerheid vereist dat de burgers zo snel mogelijk worden geïnformeerd;

Overwegende het verslag van 22 april 2020 van de GEES (Groep van Experts die belast zijn met de Exit Strategy) dat een gefaseerde aanpak voor het geleidelijk afbouwen van de maatregelen bevat en dat voornamelijk gebaseerd is op drie essentiële aspecten, met name het dragen van een mondkap, testing en tracing; dat het verslag een evenwicht tracht te verzekeren tussen het behoud van de gezondheid, zij het fysiek of mentaal, het vervullen van de pedagogische opdrachten op vlak van onderwijs en de heropstart van de economie;

Dat de GEES is samengesteld uit deskundigen van verschillende vakdomeinen, waaronder artsen, virologen en economen;

Gelet op de beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad van 24 april 2020 die daaruit zijn voortgevloeid;

Overwegende dat de ontwikkeling van de context van uitzonderlijke gezondheids crisis het mogelijk maakt de opschorting van de activiteiten in verband met de rijopleiding geleidelijk aan te beëindigen;

Dat dit ontwerp voorziet in de hervatting van de activiteiten in twee afzonderlijke fasen;

Dat het raadzaam is om zich in de reflectie van deze fasen bezig te houden met de plaats en de ruimte, min of meer beperkt, waar de prestaties worden uitgeoefend;

Dat, met strikte inachtneming van de gezondheidsvoorwaarden en de regels inzake social distancing, een gedeeltelijke, beperkte en weloverwogen hervatting van de activiteit op het gebied van de rijopleiding kan worden overwogen in een eerste fase die gepland is voor 11 mei 2020, waarbij de regels inzake social distancing kunnen worden nageleefd en passende gezondheidsmaatregelen kunnen worden gewaarborgd, op voorwaarde dat een onderling overlegd plan van de risicobeheersing met betrekking tot de werkingsmodaliteiten voor de hervatting van de opleiding en de examens en examens wordt voorgesteld en gevalideerd;

Dat een handleiding met aanbevelingen op 7 mei 2020 in overleg met alle actoren van de sector is opgesteld;

Dat de tweede fase m.b.t. de hervatting van de activiteiten gebonden aan een grotere nabijheid tussen de mensen bij ministerieel besluit zal worden geactiveerd naar aanleiding van de ontwikkeling van de gezondheids crisis COVID-19;

Overwegende dat het dragen van een mondkap of van elk ander alternatief in stof een belangrijke rol speelt in de hervattingsstrategie; dat het dragen van mondkappen dan ook wordt aanbevolen aan de bevolking voor elke situatie waarin de regels van social distancing niet kunnen worden nageleefd, om verdere verspreiding van het virus tegen te gaan;

Dat deze passende preventiemaatregelen veiligheids- en gezondheidsvoorschriften zijn van materiële, technische en/of organisatorische aard zoals bepaald in de generieke gids om de verspreiding van COVID-19 op het werk tegen te gaan, die ter beschikking wordt gesteld op de website van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, aangevuld met richtlijnen op sectoraal en/of ondernemingsniveau, en/of andere passende maatregelen die minstens een gelijkwaardig niveau van bescherming bieden;

Overwegende dat collectieve maatregelen steeds voorrang hebben op individuele maatregelen. Dat deze passende preventiemaatregelen op ondernemingsniveau worden uitgewerkt en genomen met inachtneming van de regels van het sociaal overleg in de onderneming, of bij ontstentenis daarvan in overleg met de betrokken werknemers, en in overleg met de diensten voor preventie en bescherming op het werk;

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De volgende proeven en examens worden vanaf 11 mei 2020 georganiseerd:

1° de theorie-examens, met inbegrip van de theorie-herstelexamens;

2° de risicoperceptietesten;

3° de praktische proeven voor categorieën AM, A1, A2, A, D1, D1+E, D en D+E;

4° de proeven op een terrein buiten het verkeer voor categorieën B+E, C1, C1+E, C, C+E en G;

5° de praktische herstelexamens ten gevolge van een verval van het recht tot sturen van een persoon die van tevoren over een rijbewijs beschikte;

6° de rijgeschiktheidstesten verricht door het centrum bedoeld in artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

§ 2. De volgende proeven en onderzoek worden opgeschort tot een door de minister te bepalen datum, afhankelijk van de evolutie van de gezondheids crisis COVID-19:

1° de praktische examens voor categorie B;

2° de praktische herstelexamens ten gevolge van een verval van het recht tot sturen van een persoon die van tevoren niet over een rijbewijs beschikte;

3° de testen over de technische rijvaardigheden;

4° de proeven op de openbare weg voor categorieën B+E, C1, C1+E, C, C+E en G .

§ 3. De modaliteiten en voorwaarden voor de hervatting van de rijbewijsexamens worden door de erkende examencentra uitgevoerd volgens de instructies van de minister of diens afgevaardigde.

Art. 2. § 1. Vanaf 11 mei worden georganiseerd:

1° theoretisch en praktisch onderricht door de erkende rij scholen;

2° de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing door de rij scholen en de erkende opleidingscentra;

3° de opleiding bedoeld in artikel 14, § 1, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen.

§ 2. De modaliteiten en voorwaarden voor de hervatting van de rijopleiding worden door de erkende rij scholen en opleidingscentra uitgevoerd volgens de instructies van de minister of diens afgevaardigde.

Art. 3. De volgende geldigheidsduur van documenten en termijnen die tussen 16 maart 2020 en 29 september 2020 aflopen, worden automatisch verlengd tot en met 30 september 2020:

1° de geldigheid van het slaagattest voor het theorie-examen bedoeld in artikel 34, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en in artikel 8, § 1, 2° van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B;

2° de termijn van drie jaar waarin de lesuren gevolgd in een rij school in aanmerking worden genomen overeenkomstig artikel 16, derde lid van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

3° de termijn van één jaar waarin het slagen voor de proef op een terrein buiten het verkeer geldig blijft overeenkomstig artikel 39, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

4° de geldigheid van het slaagattest voor de risicoperceptietest, bedoeld in artikel 25, § 7, zesde lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

5° de geldigheid van het bekwaamheidsgetuigschrift voor de test over de technische rijvaardigheden, bedoeld in artikel 25, § 7, zesde lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

6° de beperkte geldigheid die is opgenomen in het bekwaamheidsgetuigschrift voor het besturen van een voertuig, afgegeven door een arts van het centrum bedoeld in artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

7° de geldigheid van het getuigschrift van vakbekwaamheid bedoeld in artikel 10, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

8° de termijn van drie jaar waarin het slagen voor elk van de onderdelen van het theorie-examen van basiskwalificatie en het gecombineerd theorie-examen geldig blijft overeenkomstig artikel 29, vierde lid, en artikel 36, zesde lid, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

9° de termijn van drie jaar waarin het slagen voor elk van de onderdelen van het praktijkexamen van basiskwalificatie en het gecombineerd theorie-examen geldig blijft overeenkomstig artikel 35, § 1, tweede lid, en in artikel 42, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

10° de geldigheid van het theorie-examen van basiskwalificatie bedoeld in de artikelen 32 en 39 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

11° de geldigheid van de opleidingsgetuigschriften bedoeld in artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren.

Art. 4. In afwijking van artikel 8, § 5, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E komen de kredietpunten die worden toegekend voor opleidingen die sinds meer dan vijf jaar na de verlenging worden gevolgd, in aanmerking voor de leerplicht en als bewijs van 35 kredietpunten.

Art. 5. In afwijking van artikel 32, § 3, lid 3, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van artikel 27, § 1, lid 3, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C + E, D, D + E en de subcategorieën C1, C1 + E, D1, D1 + E, kan het theoretisch examen met de bijstand van een tolk plaatsvinden meer dan twee maanden na de inschrijven, en dit tot en met 31 december 2020.

Art. 6. In afwijking van artikel 18, §§ 1, 1°, en 2, 1°, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen beschikken de voertuigen van de categorieën AM, A1, A2 en A die 7 jaar oud zijn en de voertuigen die 5 jaar oud zijn, tussen 16 maart 2020 en 30 september 2020, met inbegrip van beide data, over bijkomende geldigheid van zes maanden.

Art. 7. De stagetoelating bedoeld in artikel 33, § 2, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen die verstrijkt tussen 16 maart en 30 september 2020, beide data inbegrepen, wordt automatisch verlengd tot en met 31 december 2020.

Art. 8. Het besluit van 17 maart 2020 van de Waalse Regering houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 11 mei 2020.

Art. 10. De Minister van Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 8 mei 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41337]

**13 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 40
suspendant temporairement l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du coronavirus ;

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, articles 7 et suivants et 94 ;

Vu le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 4 du 18 mars 2020 suspendant temporairement l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires, modifié dernièrement par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 33 du 4 mai 2020 ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant la procédure de déconfinement en plusieurs phases, décidée par le Conseil National de Sécurité ;

Considérant que la « foire aux questions » sur le site <https://www.info-coronavirus.be/fr/faq/> précise que les déménagements sont autorisés à partir de la phase 1b ayant débuté le 11 mai 2020 ;

Considérant que les ménages ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion avant ou durant la période de confinement n'ont pas été en mesure, durant cette période :

- de trouver un logement en raison de la suspension des activités des professionnels de l'immobilier et des organismes sociaux offrant une offre de relogement ;

- de visiter des logements en vue d'une location ou d'une vente ;

- de déménager en raison de l'interdiction maintenue jusqu'au 11 mai 2020 ;

Considérant qu'il est nécessaire de permettre au secteur de l'immobilier et aux organismes sociaux de se remettre en ordre de marche suite au début de la phase 1b de déconfinement et aux ménages ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion de prendre toutes les mesures nécessaires afin de trouver une offre de logement ;

Qu'il convient dès lors de créer une période tampon entre la période de confinement stricte et les différentes phases de déconfinement en suspendant temporairement l'exécution des décisions d'expulsions administratives ou judiciaires afin que les ménages ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion ne se retrouvent pas dans une situation telle qu'ils n'auraient pas été en mesure de trouver une offre de logement ;

Considérant que la phase 3 du déconfinement débutera le 8 juin 2020 ;

Qu'une période de 3 semaines doit permettre aux ménages concernés de prendre les contacts nécessaires afin de trouver une offre de logement ;

Qu'il est dès lors proposé de suspendre l'exécution des décisions d'expulsion jusqu'au 8 juin 2020 inclus ;

Considérant que pour les expulsions physiques domiciliaires réalisées sans droit ni titre, il est important de donner aux forces de police les moyens d'y mettre fin sans délai ;

Considérant que cette mesure se justifie sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. La mesure est nécessaire à l'exercice des compétences régionales car le dispositif ici mis en œuvre vise les conséquences de l'application des décrets du 15 mars 2018 et du Code wallon de l'habitation durable ;

Cette mesure revêt un impact marginal, dès lors, qu'elle ne s'appliquera que pendant une période très limitée dans le temps.

Considérant que l'urgence de la mesure à prendre ne permet pas le recours à l'avis de la Section de législation du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'exécution de toutes les décisions judiciaires et administratives ordonnant une expulsion de domicile est suspendue jusqu'au 8 juin 2020 inclus.